

Birmanie/A son arrivée hier

Le pape rencontre le chef de l'armée

AFP
Rangoun/Birmanie

Un tête-à-tête surprise. Le responsable militaire est accusé de mener une "épuration ethnique" contre la minorité musulmane des Rohingyas.

ACCUEILLI par des milliers de Birmans, le pape François est arrivé hier à Rangoun pour une visite délicate, qui a débuté avec une rencontre surprise avec le chef de l'armée, accusé de mener une "épuration ethnique" contre la minorité musulmane des Rohingyas. Le général Min Aung Hlaing a eu la primeur d'une audience avec le pape en fin de journée à sa résidence : un ajout de dernière minute qui permet au puissant chef de l'armée de se positionner en interlocuteur de premier plan, en devançant la rencontre de ce mardi avec la dirigeante civile et prix Nobel de la Paix Aung San Suu Kyi. L'aura internationale de cette dernière a été fortement ternie par son manque d'empathie affiché pour les Rohingyas, qui sont plus de 620 000 à avoir fui depuis fin août au Bangladesh pour échapper

à une campagne de répression de l'armée, qualifiée d'"épuration ethnique" par les Nations unies. Le général Min Aung Hlaing est accusé par les organisations de défense des droits de l'Homme d'être le principal responsable de cette campagne. Il s'est dit opposé au retour en masse des Rohingyas, malgré un accord en ce sens annoncé la semaine dernière entre les gouvernements birman et bangladais. La rencontre entre le pape et le général, "de courtoisie" selon le Vatican, n'a duré qu'une quinzaine de minutes. Le chef de l'armée a assuré au pape que son pays n'exerçait "aucune discrimination religieuse". "De même, notre armée (...) agit pour la paix et la stabilité du pays", a-t-il déclaré, cité dans un post publié sur Facebook. "Ils ont parlé de la grande responsabilité des autorités du pays en cette période de transition", a prudemment commenté le Vatican. Le pape sait que ses déclarations concernant le sort de la minorité seront scrutées à la loupe lors de cette visite de quatre jours. Il n'a pas hésité à dénoncer à plusieurs reprises ces derniers mois le traitement ré-



Photo : AFP

servé à ceux qu'il appelle ses "frères Rohingyas", au risque de froisser la majorité bouddhiste de Birmanie. **CROIRE A LA PAIX** • L'opinion publique, portée par un nationalisme bouddhiste antimusulman, est chauffée à blanc par les critiques internationales sur le traitement des Rohingyas. Mais, agitant des drapeaux birman et du Vatican, les catholiques birmans ayant fait le déplacement pour apercevoir le pape hier voulaient croire en une paix possible. "Il vient pour la paix", assurait Christina Aye Aye Sein, employée de banque catholique, arborant un T-shirt avec la photo du pape et le slogan de sa visite : "Paix et amour". "Je vous demande de m'accompagner par la prière, afin que ma présence soit un signe de proximité et d'espérance", avait lancé le pape dimanche aux 30 000 fidèles réunis place Saint-Pierre pour la prière de l'angélus. Les quelque 700 000 catholiques de Birmanie – un peu plus de 1% des 51 millions d'habitants – qui ont longtemps été victimes de discriminations de la junte, espèrent beaucoup de cette visite. **EXODE** • Mais ce voyage donne également de l'espoir aux réfugiés Rohingyas, qui ont raconté depuis le Bangladesh les exactions de l'armée birmane – viols, meurtres,

torture. Nur Mohammad, imam de 45 ans dans un camp de réfugiés à Cox's Bazar au Bangladesh, espère que le pape demandera le retour des Rohingyas, avec "la citoyenneté et la fin de toutes les discriminations". Avant la flambée de violences en août, environ un million de musulmans Rohingyas vivaient en Birmanie, depuis des générations pour certains. Mais depuis la loi de 1982, ils sont privés de la nationalité birmane et constituent la plus grande population apatride au monde. Ils sont victimes de multiples discriminations – travail forcé, extorsion, restrictions à la liberté de mouvement, règles de mariage injustes et confiscation des terres. Mais les marges de manœuvre du pape sont étroites car "la grande majorité des gens en Birmanie ne croient pas au récit international des abus contre les Rohingyas et à un exode en grand nombre de réfugiés au Bangladesh", explique Richard Horsey, analyste indépendant basé en Birmanie. Selon lui, "si le pape venait à évoquer de façon appuyée le sujet, cela attiserait les tensions", ce que redoute la minorité catholique.

A travers le monde

- **Bangladesh/Procès.** 139 soldats condamnés à mort en appel. La Haute Cour du Bangladesh a maintenu hier en appel la condamnation à mort de 139 soldats qui avaient participé à une mutinerie meurtrière en 2009, lors de laquelle des dizaines d'officiers avaient été massacrés.
- **Etats-Unis/Politique.** Harcèlement sexuel au Congrès : le ménage commence. Le Congrès américain commence à se réformer pour traiter les affaires de harcèlement sexuel à l'intérieur de l'institution, après de multiples accusations lancées par des femmes contre des parlementaires en exercice.
- **Honduras/Présidentielle.** L'opposant de gauche Nasralla en tête.



Photo : AFP

Le candidat de l'opposition de gauche Salvador Nasralla arrivait en tête de l'élection présidentielle au Honduras avec 45,17% des voix, selon les premiers résultats partiels annoncés dans la nuit de dimanche à hier, au terme d'une soirée pleine de rebondissements.

- **Irak/Conflit.** Un officier des forces antiterroristes assassiné à Bagdad. Un officier des unités antiterroristes a été abattu devant chez lui hier à Bagdad, dans un rare assassinat depuis les revers subis par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI), a-t-on indiqué de source policière.
- **Pakistan/Contestation.** Le gouvernement cède.

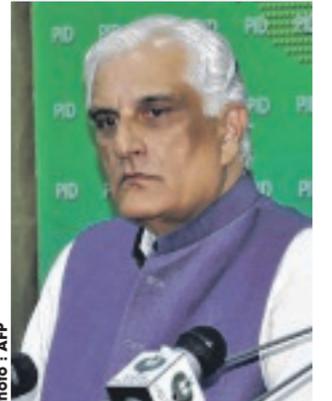


Photo : AFP

Les manifestants islamistes occupant depuis trois semaines le principal accès à la capitale Islamabad ont commencé à plier bagage hier après avoir obtenu satisfaction sur leur principale revendication, la démission du ministre de la Justice, Zahid Hamid (photo).

Allemagne/Politique

Merkel et les sociaux-démocrate se rapprochent peu à peu

AFP
Berlin/Allemagne

Les deux parties se montrent disposées à des pourparlers "sérieux" en vue d'une coalition.

LE camp conservateur d'Angela Merkel et les sociaux-démocrates se dirigent lentement mais sûrement vers des pourparlers "sérieux" en vue de former un gouvernement pour sortir l'Allemagne de la crise et répondre à l'impatience grandissante du reste de l'Europe. "Nous sommes prêts à engager des discussions avec le SPD", a déclaré hier la chancelière allemande après avoir obtenu le feu vert officiel de son parti démocrate-chrétien CDU en vue de proposer des pourparlers au parti social-démocrate (SPD). Elle a déjà gouverné à deux reprises avec lui (2005-2009, puis 2013-2017). Après l'échec de ses négociations avec les Libéraux du FDP et les écologistes, cette alliance est la seule qu'il lui reste pour former une majorité à la chambre des députés issue des législatives du 24 septembre.

Celles-ci n'ont pas permis de dégager une majorité claire. A l'issue d'une réunion de la direction de son parti, Mme Merkel a promis des pourparlers "sérieux" et "loyaux" qui doivent tendre au "succès". "Il y a maintenant une proposition de pourparlers" sur la table, a-t-elle ajouté. Elle doit rencontrer jeudi pour la première fois sur ce sujet le chef du SPD, Martin Schulz, dans le bureau du président Frank-Walter Steinmeier, qui joue le rôle de médiateur. **"GRANDES ATTENTES"** • Martin Schulz a pendant longtemps refusé toute idée d'une poursuite de l'alliance avec les conservateurs au gouvernement et opté pour une cure d'opposition de son mouvement à la suite d'une cuisante défaite aux élections de septembre. Mais face à la crise politique inédite que traverse le pays, il a dû céder sous la pression de plusieurs responsables de son mouvement et surtout du chef de l'Etat, lui-même social-démocrate. "Si le président nous prie jeudi de mener des négociations, alors je crois que je dirai oui", a indiqué hier M. Schulz lors d'une confé-



Photo : AFP

rence de presse. "Les événements des dernières semaines nous ont tous surpris", a ajouté M. Schulz pour expliquer sa volte-face, qui le fragilise avant un congrès de son parti la semaine prochaine. Le contexte européen et les inquiétudes que font naître le vide politique en Allemagne jouent un rôle d'aiguillon dans le pays. "Il y a en Europe de grandes attentes à des questions urgentes", a argumenté Angela Merkel pour justifier la nécessité d'avancer vers un gouvernement "stable". Les Européens attendent que Berlin "se positionne" sur les propositions du président de la Commission européenne Jean-Claude

Juncker ou du chef de l'Etat français Emmanuel Macron sur la relance du projet européen, a-t-elle dit. **SMS DE TSIPRAS** • M. Macron a en particulier proposé des réformes de la zone euro, avec la création d'un ministre des Finances et d'un budget, idées très controversées en Allemagne. Si les conservateurs d'Angela Merkel sont sceptiques sur un budget, les sociaux-démocrates y sont eux favorables. L'UE s'inquiète de manière générale d'un blocage de la vie politique allemande à l'heure où elle a déjà fort à faire avec les négociations compliquées du Brexit. "Il est bon, je crois, que l'Allemagne soit en capacité

d'agir", a ajouté Mme Merkel. "Il est clair qu'actuellement, toute l'Europe regarde vers l'Allemagne", lui a fait écho Martin Schulz. Il a confié avoir même reçu un SMS du Premier ministre grec Alexis Tsipras, toujours aux prises avec la crise de la dette, l'exhortant au compromis avec Mme Merkel. Reste que l'Allemagne et ses partenaires vont devoir s'armer de patience : selon la vice-présidente de la CDU Julia Klöckner, les pourparlers sur un possible gouvernement, si une décision est prise en ce sens, ne devraient débuter que "début 2018". Et l'affaire du glyphosate est venue compliquer hier la donne. L'Union européenne a autorisé pour cinq ans de plus cet herbicide controversé, grâce notamment à un vote favorable du représentant allemand, le ministre conservateur de l'Agriculture Christian Schmidt. Sa collègue ministre de l'Environnement, Barbara Hendricks, une sociale-démocrate opposée à ce produit, l'a aussitôt accusé d'avoir "rompu" un accord entre eux prévoyant que l'Allemagne s'abstienne lors du vote.